

PROJET DE LOI SUR LES ASSURANCES SOCIALES**«Les soins répétitifs ne seront plus remboursés»**

La plénière consacrée, hier, au projet de loi modifiant et complétant la loi sur les assurances sociales n'a pas été tant instructive, à propos du financement du système de sécurité sociale surtout. Un système dont certains suggèrent plutôt la refonte pure et simple de manière à entretenir la solidarité entre Algériens tout en préservant l'équilibre financier des caisses de sécurité sociale et de retraite, ce qui nécessite un relèvement de l'assiette des cotisations.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) -

Les amendements contenus dans ce projet de loi (amendant et complétant la loi n°83-11 du 2 juillet 1983, relative aux assurances sociales, ndlr), présenté à l'Assemblée populaire nationale (APN) par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Tayeb Louh, concernent trois axes principaux : l'amélioration de la qualité des prestations, la modernisation et la préservation des équilibres financiers du système.

Ce projet de loi, récapitule le ministre, prévoit l'«élargissement du champ d'application des conventions que peuvent souscrire les organismes de la sécurité sociale dans le cadre de la généralisation du système du tiers payant, en intégrant l'ensemble

des prestataires de soins et services liés à ces soins, de nouvelles procédures utilisant les nouvelles technologies de l'information et de la communication (carte Chifa devant être généralisée d'ici 2013) et deux types de mesures visant l'amélioration des ressources de la sécurité sociale, le renforcement et la rationalisation des dépenses, notamment celles de l'assurance maladie».

Pour ce dernier point, M. Louh a évoqué l'introduction du principe du «médecin traitant», en vertu duquel les «soins répétitifs pour une même maladie ne seront plus remboursés». Une sorte de contrôle supplémentaire auquel seront soumis les assurés sociaux, puisqu'aux termes dudit projet de loi, le «médecin traitant», équivalent du médecin de



Tayeb Louh, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.

famille dans certains pays, est désigné par la caisse d'assurances. Le ministre a, en plus, souligné l'adoption de mesures visant à juguler le phénomène de «complaisance dans la prescription des congés de maladie». La commission de la santé, des

affaires sociales, du travail et de la formation professionnelle de l'APN, dont l'exposé du rapport préliminaire sur le projet de loi a été présenté par son rapporteur Slimane Saâdaoui, a proposé un certain nombre d'amendements. Il s'agit de «rembourser à 100% les

catégories bénéficiant des dispositions de la loi relative au moudjahid et au chahid», notamment, et d'inclure les «lunettes médicales et tous les actes de chirurgie dentaire dans la nomenclature des soins remboursables».

Le chef du bloc du Parti des travailleurs, Ramdane Taâzibet, considère, cependant, que les amendements proposés par le ministre sont en «déphasage» par rapport à la situation socioéconomique du pays ainsi qu'au discours du président de République affirme que le «pré-emploi» est temporaire. Ce député pense que la loi en question ne préserve pas suffisamment l'équilibre financier du système, ce qui menace sa pérennité.

Selon ses dires, il faudrait plutôt combattre l'informel. «50% des travailleurs exercent au noir. Et le fait d'obliger les employeurs à déclarer leurs employés ne pourrait être que bénéfique, relèverait l'assiette des cotisations, principale source de financement des caisses d'assurances et, du coup, allégerait les charges sur le Trésor public», suggère-t-il.

L. H.

BENMERADI À PROPOS DE L'INSTALLATION DE RENAULT EN ALGÉRIE**Les négociations «avancent bien»**

Aucun accord n'a encore été signé avec Renault en vue de son installation en Algérie mais le ministre de l'Industrie se dit confiant. Les négociations avancent bien et les deux parties sont au stade des discussions des modalités de commercialisation, des gammes de véhicules et de la nature de l'investissement.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) -

Pas d'échéance ni de calendrier précis. La concrétisation du partenariat avec le constructeur prendra le temps nécessaire à ce type de contrats. C'est Mohamed Benmeradi qui le disait hier sur les ondes de la Chaîne III.

«Avec Renault nous avons bien avancé, ça ne veut pas dire que nous sommes arrivés à un accord, mais en tout cas, on parle de modèles techniques, de commercialisation, de gamme et de la nature de l'investissement. Nous avons encore énormément de questions à régler.

Les négociations dans le cadre des partenariats industriels prennent des

fois 6 à 8 mois pour aboutir à de premiers accords qui seront ensuite finalisés dans des mémorandums plus précis» a-t-il indiqué, précisant que les discussions entamées il y a plus de trois ans avaient été interrompues momentanément car l'offre du constructeur français ne correspondait pas aux attentes de la partie algérienne.

«Nous avons considéré que l'offre faite par Renault n'était pas intéressante pour nous car ne prévoyant pas un grand niveau d'intégration.

Renault voulait une usine de montage à Rouiba alors que nous, on voulait lancer les jalons d'une industrie automobile. Nous voulons la mise en place



Mohamed Benmeradi.

d'une usine qui atteindra 50% d'intégration au bout de 5 ans et pour réaliser 100 000 véhicules», a expliqué Benmeradi en précisant : «Nous avons eu déjà deux rounds.

Un troisième round est prévu également en marge d'un forum de la PME qui

se tiendra fin mai prochain effectivement que je fasse à Alger. D'ici là, il se peut un déplacement à Paris

pour voir l'état d'avancement de l'ensemble des dossiers de la coopération et pas uniquement le dossier de Renault.»

L'Algérie a également engagé des discussions avec le constructeur allemand Volkswagen et «est dans l'attente de la réaction du constructeur allemand à la fiche technique contenant nos requêtes». Il n'existe, cependant, aucun projet pour la construction d'une voiture 100% algérienne.

«Ce n'est pas à l'ordre du jour», a coupé court le ministre à une question relative à un projet qui a fait couler tant d'encre.

N. I.

RELANCE DE L'INDUSTRIE**«On ne met rien au placard»**

Se disant «gêné» de répondre à une question relative au plan de relance de l'industrie, Benmeradi a affirmé que le gouvernement ne mettait «rien au placard» et qu'il ne faisait que consolider des actions précédentes. Il explique que l'évaluation effectuée depuis trois années par le gouvernement a démontré que «les choix en termes d'encouragement des investissements étrangers et privés n'ont pas donné les résultats escomptés. Il était question que les investissements publics se réalisent dans les infrastructures et que le privé national et étranger prenne le relais pour l'investissement productif et industriel, or les évaluations ont montré que les IDE hors hydrocarbures sur une décennie étaient de moins de deux milliards de dollars et que l'investissement privé national n'est que de 25% par rapport à l'investissement. Le gouvernement a décidé de donner plus de ressources à l'investissement productif et relancer l'investissement dans l'industrie», ajoutant que le gouvernement essaye, depuis, de mettre de l'ordre.

Une enveloppe de 1 100 milliards de dinars a été investie dans le développement des entreprises qui ont un potentiel.

N. I.

La règle du 49- 51% «réaménagée»

Le ministre de l'Industrie a confirmé hier que la règle du 49- 51% appliquée pour le partenariat avec les étrangers sera réaménagée «dans la structure du capital» et non pas dans les règles d'application. Il a expliqué que même lorsque le partenaire algérien était majoritaire, rien n'empêchait que le management soit confié au partenaire étranger, reconnaissant que des problèmes peuvent cependant se poser dans le cadre des PME qui sont majoritairement familiales à l'étranger et qui au moment de l'ouverture du capital peuvent rencontrer des difficultés.

N. I.